



Le journal note également que le parti de Maurice Kamto était dans l'incapacité de présenter des listes partout

L'hebdomadaire La Nouvelle, dans sa livraison de lundi 2 décembre, titre à sa grande UNE « **Réunion secrète à Baham, un milliards pour boycotter les élections de février 2020** ».

Selon ce journal proche du pouvoir, Maurice Kamto a premièrement tenté en vain de conclure un deal politique avec certaines élites de la région de l'Ouest au rang desquelles le sénateur et homme d'affaires Sylvestre Ngouichingue, il était question ici pour l'opposant, à en croire le journal, de négocier qu'on lui laisse deux départements pour les prochaines municipales et législatives, la Mifi et Koung- Khi car pour lui c'est une question de survie politique.

Citant des « sources exclusives et suffisamment introduites », le journal révèle que Maurice Kamto, en compagnie de son chauffeur et de son secrétaire particulier, après l'étape de Gouache, lors du drame de Bafoussam, décide cette fois de se rendre secrètement en soirée à Baham, chez le Pr. Luc Sindjoun, un frère Baham.

Là-bas, révèle le journal, attendent déjà depuis plus d'un quart d'heure Jean Nkuete, le SG du Comité central du RDPC, Emmanuel Nganou Djoumessi, ministre des Travaux publics, et d'importants opérateurs économiques comme Sylvestre Ngouichingue, le PDG de Congelcam

(à accrédi­ter d'avoir joué un rôle actif pour la tenue de cette concertation secrète), Claude Feutheu, de son petit nom Claude le Parisien, et Albert Kouinche, le promoteur d'Express Union.

Ne sont pas associées à dessein Célestine Courtès Ketcha, ministre de l'Habitat et du Développement urbain et Madeleine Tchuenta (Minresi). Tout simplement parce qu'on les trouve trop bavardes et très peu disposées à garder un secret, croit savoir le journal.

Prenant alors la parole, en politologue de haut vol, écrit le journal, le Pr. Luc Sindjoun entreprend au débotté de démontrer à son aîné et collègue du MRC son incapacité patente à gagner les élections municipales et législatives 2020 à l'Ouest, sa région d'origine. Et à l'assistance de lui demander dans la foulée d'être enfin réaliste et de cesser de ternir surtout l'image de marque de l'Ouest bamiléké, devenue à cause de son folklore pué­ril, la risée de tous les Camerounais.

C'est alors que Maurice Kamto, toujours selon ce journal, abattu et pratiquement sans voix, va passer carrément à table en posant ses conditions. A savoir : la remise d'une somme d'un milliard de Fcfa et sa nomination au poste de vice-Premier ministre lors du prochain remaniement ministériel. Les opérateurs économiques présents ce soir à la résidence du Pr. Luc Sindjoun vont alors lui dire qu'il recevra cette somme exigée en deux temps. D'abord le 23 novembre 2019. Ensuite le 26 novembre. Quant au poste sollicité, des engagements fermes sont pris, séance tenante, pour en informer le président de la République. Ceci, avec un avis très favorable, note le journal La Nouvelle.

Le journal La Nouvelle soutient que cette concertation était secrètement filmée pour que les clichés et photos soient transmis à qui de droit. Cependant, précise l'auteur de l'article « Lors de nos investigations, nous n'avons pas pu malheureusement les voir. Mais nos sources sont formelles : le film et les photos de cette réunion secrète existent bel et bien ».

Aux environs de 2 heures du matin, Maurice Kamto, repu, confiant et satisfait, va se retirer. Comme conclu, le 23 novembre, le président du MRC perçoit secrètement 500 millions de Fcfa, poursuit le journal, rappelant que le 25 novembre 2019, devant les militants ahuris, Maurice Kamto déclare que le MRC n'ira pas aux élections municipales et législatives 2020. Raison évoquée ? Imperfection du code électoral actuel et la crise sécuritaire dans les deux régions anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. « Des prétextes facilement excipés pour justifier plutôt un boycott dicté par son égoïsme légendaire et sa cupidité gargantuesque ».

Lire l'article originale dans le journal La Nouvelle N° 516, livraison du lundi 2 décembre 2019